



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - VD

**Arrêté préfectoral abrogeant la consignation du 24 août 2018 d'un montant de 40 000 euros prise à l'encontre de monsieur Ahmed SEDDEKI pour son site sis rue de Rouvignies à PROUVY**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à madame Violaine DÉMARET, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 février 2016 mettant en demeure monsieur Ahmed SEDDIKI de régulariser la situation administrative des activités qu'il exerce sur les parcelles cadastrées A2187, A2188 et A2191, sises rue de Rouvignies à PROUVY (59121) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2018 engageant une procédure de consignation d'un montant de 40 000 euros à l'encontre de monsieur Ahmed SEDDIKI pour son site sis rue de Rouvignies à PROUVY (59121) ;

Vu le courrier du 4 avril 2019 de monsieur Ahmed SEDDIKI, dans lequel il déclare avoir terminé l'évacuation de l'intégralité des déchets présents sur son site et avoir remis le site en état ;

Vu la visite de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) effectuée sur le site le 15 mai 2019 ;

Vu le rapport du 19 juin 2019 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant suite à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'inspection du 15 mai 2019 a permis de constater que l'exploitant a procédé à l'évacuation des déchets, à la remise en état de son site et que la cessation d'activité des 3 parcelles est finalisée ;

Considérant que l'exploitant respecte totalement les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 8 février 2016 ainsi que celles prévues par l'arrêté préfectoral de consignation du 24 août 2018 susvisé ;

Considérant par conséquent que la consignation de la somme de 40 000 euros peut être levée ;

Considérant la nécessité d'abroger l'arrêté préfectoral engageant une procédure de consignation à l'encontre de monsieur Ahmed SEDDIKI pour son site de PROUVY ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup>: L'arrêté préfectoral du 24 août 2018 portant consignation de la somme de 40 000 euros à l'encontre de monsieur Ahmed SEDDIKI, demeurant au 370 rue de la Paix à NIVELLE (59230), répondant du coût des travaux prévus par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 février 2016 susvisé pour son établissement situé rue de Rouvignies à PROUVY (59121), est abrogé, compte tenu de l'exécution totale par l'exploitant des mesures prescrites

Si des sommes ont été consignées auprès du Directeur Départemental des Finances Publiques des Hauts de France et du département du Nord, celles-ci seront restituées à l'exploitant.

### Article 2 – Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### Article 3 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de PROUVY,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- directeur régional des finances publiques Hauts-de-France et département du Nord.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de PROUVY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **29 AOUT 2019**

Pour le préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

Violaine DÉMARET



